

Que faire après la Conférence de Paris sur le climat ? **Une nouvelle stratégie pour une nouvelle économie**

Plus l'analyse de l'accord de la Conférence de Paris sur le climat (COP-21) s'approfondit, plus il devient évident que les peuples du monde se sont fait passer un Québec. Les pays du vieil impérialisme ont tendu la main aux pays les plus menacés, en particulier aux micro-pays insulaires, pour se donner comme objectif de tendre à ne pas dépasser 1.5 degré Celsius comme hausse de la température terrestre moyenne. Il n'en fallait pas plus pour créer mille illusions... et mettre la Chine et l'Inde au pied du mur tout en l'isolant de ses alliés tiers-mondistes¹. Une telle exigence braquera le projecteur sur le rattrapage économique des deux pays les plus peuplés du monde dans le cadre du paradigme néolibéral tout en dispensant le vieil impérialisme de leur venir en aide. Cette poussée exige une forte consommation de charbon, la moins chère des sources d'énergie, alors que la responsabilité historique du marasme climatique ne leur revient nullement.

L'écologiste anticapitaliste Daniel Tanuro démontre la contradiction flagrante entre cet objectif ambitieux² et absolument nécessaire (2 degrés tendant vers 1.5 degré alors que presque un degré de hausse a déjà été atteint) et

- une échéance des plus floues tant pour le pic que pour l'élimination totale de toute émanation de GES, soit entre 2050 et 2100 ;
- un échéancier de plans nationaux aux années de bases, années de référence et cibles hétéroclites et manipulateurs dont la très hypothétique implantation ne fait que 20% du chemin nécessaire d'ici à 2030 d'où une catastrophe inéluctable ;
- une promesse de révision en 2023 des plans nationaux, en soi un aveu de leur grave insuffisance, qui reporte le pic des GES et gâche sévèrement un budget carbone déjà coïncé³ ;
- des engagements purement volontaires, sans pénalités, contrairement à l'Accord de Kyoto qui fut, malgré tout, galvaudé entre autres par les EU... et le Canada ;
- des engagements non différenciés selon les responsabilités historiques, pourtant un principe de base de justice convenu dès 1992 et toujours pris en compte par le GIEC ;
- un accord ne faisant mention ni des combustibles fossiles, encore moins à la nécessité d'en garder l'essentiel dans le sol, ni de sobriété énergétique ni d'énergie renouvelable sauf une seule fois... pour uniquement les pays en développement ;
- un accord ouvert aux pseudo-solutions du capitalisme vert (nucléaire, hydroélectricité géante, séquestration et compensation du CO2) ;

Il y a anguille sous roche que déterre le même auteur⁴. Contraints par la réalité crue du réchauffement⁵ et la montée de la résistance, les négationnistes de l'origine humaine du réchauffement climatique reconnaissent avoir perdu la partie. Les monopoles pétroliers, même Exxon, appuient l'accord de Paris parce qu'il assure la pérennité du complexe auto-pétrole-bungalow et ceux complémentaires hydroélectricité-nucléaire tout en donnant une place de partenaire junior aux nouvelles énergies... pas toujours écologiques telle la biomasse. Comment compte-t-il s'y prendre pour effectuer ce tour de passe-passe ?

1 Astrid St-Auguste, [COP21. La coalition des ambitieux, une union équilibrée ?](#), Science et avenir, 11/12/15

2 Daniel Tanuro, [La catastrophe climatique continue – COP21 : en dépit du spectacle, le verre est vide à 80%](#), La Gauche (Belgique) par ESSF, 13/12/15

3 Le budget carbone du Québec, quote-part de celui mondial, sera épuisé en 2037 au rythme actuel d'émanations de GES si l'on veut maintenir à au plus deux degrés le réchauffement de la terre d'ici 2100. (IRIS, [Le budget carbone du Québec](#) (note socio-économique), décembre 2013)

4 Daniel Tanuro, [Le point de vue du Capital à la COP21 : la « neutralité climatique » au prix du désastre social et écologique](#), La Gauche (Belgique) par ESSF, 14/12/15

5 Alexandre Shields, [2015 a été l'année la plus chaude jamais enregistrée](#), Le Devoir, 21/01/16

1. La panoplie régressive des écotaxes et autres tarifs

Le premier truc consiste à encadrer tout le processus dans une panoplie d'écotaxes dont l'épine dorsale est le dit marché du carbone⁶ ou sa sœur jumelle, la taxe sur le carbone⁷. Il s'agit d'ajouter aux marchés celui virtuel des droits de polluer, garanti par l'État, dont le prix est régulé par les gouvernements soit par le contrôle de l'offre, renouvelée à chaque année et segmentée en sous-marchés, soit en les taxant. La préférence de la finance pour le marché du carbone, qu'elle gère, et celle de l'industrie pour la taxe sur le carbone, pour sa prévisibilité, n'introduit qu'une nuance.

Primo, ce système d'écotaxes sont des taxes indirectes socialement régressives qui dressent le peuple contre les réformes écologiques⁸. Avec ces écotaxes, les riches (et classes moyennes) s'adaptent et souvent en profitent (ex. circulation moins dense) pendant que les classes inférieures écopent. En résulte une aggravation de la pauvreté et des inégalités et une opinion publique anti-écologique. Secundo, ce système sert de contre-réforme fiscale au capitalisme néolibéral lui permettant de sortir du piège de la seule austérité pour réduire à leur portion congrue les impôts sur le revenu, sur les profits et sur le capital. Les accords de libre-échange, qui eux n'ont rien de volontaires, contrairement à l'accord climatique de Paris, étouffent la fiscalité progressiste et progressive pour raison de compétitivité globale. En résulte le cul-de-sac de la stagnation perpétuelle qui canalise l'épargne vers la spéculation comme actuellement.

Les écotaxes, avec leur complémentaire tarification sociale, canaliserait la demande et garantiraient les profits des partenariats public-privé typiques du capitalisme vert. La croissance serait de retour car les écotaxes soutiendraient le financement de la coûteuse refonte des infrastructures et de la pharaonique géo-ingénierie. L'État, sous contrôle de la capital financier, deviendrait l'épine dorsale de la demande solvable, en remplacement de la consommation de masse à crédit, pour les transnationales manufacturières et celles des services aux entreprises.

2. Pérenniser les hydrocarbures sous couvert de « neutralité carbone »

Le second truc consiste à pérenniser l'utilisation des hydrocarbures en substituant le concept de la neutralité carbone à celui de dé-carbonisation. Le premier admet la compensation qu'interdit le second. Cette compensation se ferait par l'intermédiaire

de la reforestation, en particulier les plantations agro-industrielles... tout en privatisant ou en régentant les territoires aborigènes et paysans... et en feignant d'ignorer que le carbone émis aujourd'hui n'équivaut pas à celui capturé, peut-être, demain et après-demain⁹ ;

last but not least, de la séquestration du carbone de la biomasse ouvrant la porte à un théorique cycle d'élimination du carbone atmosphérique pour le réintroduire dans les entrailles de la terre... jusqu'à ce que ces gaz finissent par retrouver le chemin du ciel¹⁰

de la séquestration partielle, risquée et dispendieuse, largement subventionnée, du carbone des centrales au charbon¹¹ ;

6 Voir sur mon site, [Forte pression pour le ralliement au marché du carbone](#), 7/11/15

7 Voir mon site, [Taxe carbone : le cas dit exemplaire de la Suède](#), 22/10/15

8 Même les écotaxes de type bonus-malus, quand le marché fournit des alternatives plus écologiques, sont une leurre. Surtout accessible aux plus riches, ces taxes-subsidies fiscalement neutres, en taxant le vice pour financer la vertu, doivent perpétuer le vice pour rester viables.

9 The Economist, Special Report — Climate change, 28/11/15, ma traduction : « La plupart des moyens théoriques pour éviter un réchauffement à grande échelle assument que des dizaines sinon des centaines de millions d'hectares de terres puissent être consacrés à des cultures énergétiques. »

10 La fuite de gaz en Californie donne une idée de catastrophes inévitables à la longue (Étienne Leblanc, [Fuite de gaz en Californie : le désastre invisible](#), Radio-Canada, 18/01/16

11 Wikipédia francophone, [Séquestration géologique du dioxyde de carbone](#), visité le 21/12/15, en particulier les paragraphes « limites et risques » et « critiques »

d'une modification du cycle du carbone soit en réduisant dans la stratosphère la luminosité solaire (miroirs, eau salée, soufre) soit en accélérant la photosynthèse du phytoplancton (ajout de fer) soit en accélérant l'absorption du carbone (ajout de calcaire)¹².

3. Un marché du carbone mondial

Le troisième truc de ce tour du chapeau consiste à huiler le moteur de cette machinerie titanesque par les marchés du carbone tendant vers un grand marché mondial unifiant ceux européen, chinois, sud-coréen, californien-qubécois embrigadant bientôt l'Ontario et le Manitoba, etc.. Ainsi, le « mécanisme de développement durable » remplaçant le « mécanisme de développement propre » et *tutti quanti* permettrait de minimiser la dé-carbonisation dispendieuse des pays du vieil impérialisme¹³, et de plus en plus du nouvel impérialisme émergent. L'achat bon marché de droits de polluer dans les pays dépendants, tout en l'attribuant au bilan carbone des pays impérialistes sur la base de calculs hypothétiques et souvent frauduleux, se fait au profit des transnationales qui gardent les clefs du contrôle de la technologie verte qu'il n'est plus question de transférer gratuitement. Celles-ci auraient décarbonisé de toute façon pour raison de compétitivité... sans compter l'hypocrisie de l'exportation de la pollution due au consumérisme occidental cachée par une comptabilité basée sur la production nationale et non sur sa consommation.

La contre-offensive pétrolière

La dégringolade à court terme des prix des hydrocarbures laisse voir un prix en bas de 100\$US le baril pour les prochaines années¹⁴ moyennant une stabilisation du Moyen-Orient, bien hypothétique il est vrai. Tant la dépendance pétrolière des pays producteurs, même de l'État islamique, ce qui les empêche de réduire l'offre pour provoquer une hausse des prix, que la normalisation de l'économie chinoise en termes de baisse de son taux de croissance que de son tournant vers les services, fondent cette prédiction. En conséquence, les hydrocarbures liquides à coût élevé, dont les plus polluants tels ceux bitumineux et schisteux, en seront désavantagés, ce qui ne les empêchera pas de servir des réserves stratégiques étant donné leurs localisations proportionnellement plus importantes dans les pays du vieil impérialisme, en particulier au Canada, et en Amérique du sud, en particulier au Venezuela.

Ce revirement s'explique certes pour des raisons technologiques (nouveaux hydrocarbures schisteux et des profondeurs) et de concurrence (entre les hydrocarbures conventionnels du Moyen-Orient et ceux schisteux des ÉU) mais surtout pour des raisons économiques et géostratégiques. Certes, les entreprises pétrolières et gazières, surtout étasuniennes, en sont désavantagées. Mais le capitalisme néolibéral mondial, à hégémonie étasunienne, en sort ragaillard. Le pétrole relativement bon marché garantit la rentabilité de ses chaînes mondiales de production à transport intense et de ses complexes de consommation de masse auto-pétrole-bungalow et plastiques-textiles synthétiques-engrais. Le pouvoir d'achat consumériste s'en trouve bonifié. En prime, l'effondrement des prix des hydrocarbures affaiblit plusieurs pays tire-au-flanc

12 Le magazine The Economist, champion de la dictature des marchés, se résigne à l'échec de la réduction drastique des GES en faveur de l'adaptation et de la géo-ingénierie. Lucide, il n'en constate pas moins que « *toutes les méthodes pour enlever du dioxyde de carbone de l'atmosphère présentent un défi encore plus important que celui apparent. [...] Premièrement, leurs méthodes sont tellement coûteuses que ces [absorbeurs de carbone] ne pourraient pas être possiblement déployés à l'échelle nécessaire afin de réduire le changement de climat. Et deuxièmement, si ces méthodes pouvaient fonctionner, elles introduiraient un risque moral [...car alors] pourquoi se préoccuper de réduire les émissions aujourd'hui ? [...] Mais le problème le plus grave est ce qui arriverait si cette ingénierie prenait fin [...] ... résulterait en une hausse subite qui serait désastreuse... »*

13 Québec solidaire, [Cible de réduction des GES – «Pour être un leader dans la lutte aux changements climatiques, le Québec doit prendre la voie de la cohérence»](#), 29/10/15 : « *...tout laisse croire que l'effort du Québec ne sera que de la frime puisqu'une partie des réductions se feront ailleurs qu'au Québec. Le scénario présenté par le ministre de l'Environnement prévoit que 40% des réductions se réaliseraient hors Québec par l'achat de crédits carbone. »*

14 Agence internationale de l'énergie, [Le marché du pétrole pourrait trouver un nouvel équilibre en 2020, prédit l'AIE](#), 10/11/15

tels la Russie, le Venezuela et l'Iran tout en amadouant des alliés récalcitrants tels l'Arabie saoudite. Même le rival chinois en profite moins que les ÉU qui voient soulagés leur balance commerciale historiquement déficitaire.

La grande faille du discours du mouvement écologiste

Telle est la nouvelle donne que doit combattre la grande alliance des écologistes toutes tendances, des pays les plus menacés et des scientifiques. La stratégie en pointe de bloquer le recours aux hydrocarbures, que ce soit sa production, son transport ou son financement, s'en trouve handicapée. Le commun des mortels, harcelé par la propagande pétrolière du « gros bon sens », de rétorquer à la militance écologiste : « *À ce prix-là et étant donné la lente évolution de la technologie des transports, on ne peut pas échapper à la dépendance pétrolière. Vaut mieux compter à terme sur la technologie émergente de la séquestration du carbone.* » À ce pessimisme démobilisant, l'écologisme ne peut se contenter de répondre par des arguments misant sur le catastrophisme global du réchauffement et de toutes ses conséquences ou celui local des pollutions des sites d'exploration et d'extraction et des fuites et déversements accidentels.

La baisse du prix des hydrocarbures met davantage à découvert la grande faille du discours du mouvement, soit une élaboration de l'alternative du plein emploi écologique. Le revers de la médaille de cette alternative est fait d'emplois durables, dignes, socialement utiles et surtout autogérés. Son envers anti-consumériste d'un maximum de temps libre créateur et riche en relations sociales. Il ne suffit pas de parler vaguement de sobriété et d'efficacité énergétiques ou d'énergie renouvelable, encore moins de fausses solutions telles le nucléaire, la biomasse, l'hydroélectricité et même le gigantisme éolien et solaire lesquelles nous précipitent de Charybde en Scylla. Faut-il souligner que ce plein emploi écologique et que cet anti-consumérisme sont antinomiques de l'accumulation du capital dont même une croissance à taux croissant a comme horizon un matérialisme infini. Maximisation libérateur du temps libre et maximisation asservissante du profit sont totalement incompatibles.

Une nouvelle économie autogérée du temps libre créateur

Cette nouvelle économie autogérée du temps libre créateur ne fait pas de la hausse de la productivité du travail un absolu mais la contraint par la conservation du sol et du sous-sol et par le recyclage complet des inévitables résidus dus à la production matérielle. Tout en garantissant un universel approvisionnement matériel minimum, autant que possible collectif, cette économie combine décroissance globale des secteurs matériels en mettant fin à ceux nuisibles et inutiles, à l'obsolescence planifiée, à la fausse différenciation des produits, au marketing et aux modes, et à la priorité donnée à la consommation individuelle.

En contre-partie, elle accroît toute la gamme des services en particulier ceux collectifs dont elle élargit l'éventail. Tout en requérant une démocratique planification mondiale et nationale, avec des institutions à l'avenant, incompatible avec la domination du marché, cette économie aura un caractère anarchiste par sa décentralisation et par sa diversification. Par sa mise en évidence des services, particulièrement aux personnes, elle aura un caractère féministe. Cette hausse de statut, avec la pression du plein emploi, créera les conditions d'une féminisation des secteurs matériels.

En découlera une décroissance maximum des industries et services militaire et sécuritaire en faveur de la sécurité de l'entraide internationale et du remboursement des dettes écologique et impérialiste envers les pays dépendants et les nations aborigènes, à l'autre bout du spectre celle de la sécurité de proximité faite de réseaux tissés serrés et d'une police sous contrôle communautaire. Ce qui nécessite une « grande paix » des nations¹⁵ incompatible avec le

¹⁵ Wikipédia francophone, [La Grande paix de Montréal](#), visité le 22/01/16

creusement abyssal des inégalités entre le 1% et le 99%¹⁶, résultat mécanique de l'accumulation du capital et tout aussi incompatible avec l'accentuation des effets de la crise climatique affectant davantage les pays dépendants.

S'ensuivra une décroissance matérielle de la consommation de la classe riche et aussi de la dite classe moyenne non pas vers moins mais davantage de bien-être grâce au développement des services publics et des programmes de sécurité du revenu en combinaison avec une production matérielle durable et une sécurité accrue. Notons en particulier la disparition de la maison et de l'auto à propriété individuelle dans le contexte d'une urbanisation axée sur le piéton et pénétrée par la campagne.

Cette alternative, à concrétiser nationalement et à propager comme réponse à la fois écologique et sociale non seulement en paroles programmatiques mais aussi sous forme de projets de démonstration annonçant un avenir possible, doit devenir l'autre volet du rejet des hydrocarbures. Leur complémentarité est à mettre en relief. Le blocage des hydrocarbures force la mise en œuvre de la nouvelle économie. Celle-ci rend crédible celui-là.

Indépendance populaire et nationale pour vaincre le capital transnational

Mettre la machine en marche requiert de faire reculer l'ennemi puis le vaincre. Le capital transnational, au cœur stratégique duquel on trouve le capital financier, dresse sur le chemin anticapitaliste son capitalisme vert dont la nouvelle charte vient d'être proclamée à Conférence climatique de Paris. La socialisation, combinaison de nationalisation et de démocratisation, des banques et consorts s'impose comme revendication clef de ce combat, avec son complément de socialisation des systèmes d'énergie et de transport encore privés, ce qui revient à contrôler le cerveau, les organes vitaux et le système circulatoire de l'économie. Ainsi l'ennemi de classe sera affaibli puis mis hors de combat permettant le financement populaire à la hauteur nécessaire de l'économie nouvelle. Ce financement se fera par la banque devenu un service public et par le budget public alimenté par une réforme fiscale mettant fin aux paradis fiscaux qui servent d'alibi aux congés fiscaux que se vote le patronat.

Les stratégies nationales ont leur spécificité. Pour le Québec, le capital financier hors frontière, surtout torontois, dispute l'hégémonie nationale à celui autochtone. Plus crucial, le contrôle politique de la finance, dont celui sur la monnaie, échappe au gouvernement du Québec de part la répartition constitutionnelle des pouvoirs qui lui fut imposée lors de la Confédération de 1867 suite à la défaite de sa lutte de libération nationale de 1837-38. L'indépendance en devient nécessaire non seulement pour la défense du français et comme seul moyen constitutionnel de reconnaissance nationale que refuse le Canada mais pour rejeter une politique économique canadienne axée sur les intérêts du complexe auto-pétrole de l'Ontario, de l'Ouest et de Terre-Neuve. Même le Nouveau-Brunswick mise sur l'oléoduc Énergie Est que rejette la Communauté urbaine de Montréal malgré le chantage virulent des politiciens de l'Ouest sur la péréquation, typique manifestation d'humiliation nationale, auquel cède le gouvernement québécois.

Ce même gouvernement s'est pavané à la Conférence de Paris pour vanter son prétendu avant-gardiste marché du carbone pendant qu'il continue de privilégier l'exploitation pétrolière à la suite de l'ex gouvernement péquiste. De son côté, le nouveau gouvernement canadien est allé à Paris clamant que « *le Canada est de retour* » mais sans modifier les objectifs risibles de réduction des GES proposés par l'ex gouvernement des Conservateurs sous prétexte d'harmoniser plus tard les plans dérisoires entre les provinces recourant au marché du carbone et celles recourant à la taxe carbone, blanc bonnet du bonnet blanc.

16 Pan Pylas – Associated Press, [Les belles paroles ne suffisent plus!](#), Le Devoir, 19/01/16

Québec solidaire sera-t-il à la hauteur du défi ?

On ne peut que déplorer que Québec solidaire ne prévoit pas discuter à son congrès du printemps prochain d'un plan musclé pour atteindre les objectifs du GIEC, écrits noir sur blanc dans son programme, et d'une stratégie à l'avenant misant sur une grève sociale que pourrait amorcer l'actuelle résistance des travailleuses de la santé et des professeuses du primaire et du secondaire contre l'entente pourrie entre le gouvernement et la direction du Front commun. On y proposer plutôt d'effacer toute quantification de ces objectifs en faveur de beaux discours creux ou de les réviser à la baisse tout en s'accommodant du marché du carbone.

On objecte que les cibles deviennent inatteignables. Les cibles du GIEC proviennent d'une rigoureuse analyse scientifique que seule une meilleure analyse-synthèse scientifique peut modifier. Comme les émanations de GES réellement existantes réalisent le pire scénario du GIEC et même au-delà, ces cibles sont conservatrices. Elles engagent un parti écologiste digne de ce nom qui en aucun cas ne peut les effacer ou les revoir à la baisse. Quand on arrivera en 2018, il faudra dire qu'il nous reste deux ans pour atteindre la cible de 40% et donc qu'il faut un programme d'urgence (généralisation du rail et du cabotage, transport collectif électrifié avec interdiction de l'auto privée, rénovation écologique des bâtiments) drastique et d'application obligatoire. En 2020, il faudra garder cette cible quand même, en changeant le temps du verbe, ce qui soulignera le retard à combler.

Le peuple québécois, comme le restant des peuples du monde, doit se considérer en état de guerre écologique. Si lors des grandes guerres mondiales du XX^{ie} siècle, les bourgeoisies ont su faire muer leurs économies en un tournemain, les peuples du monde sont en mesure de le faire pour cette fois-ci sauver le monde d'une plongée dans l'enfer de guerres sans fin sur fond de bouleversements écologiques, géopolitiques et sociaux jamais vu.

Marc Bonhomme, 24 janvier 2016

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca